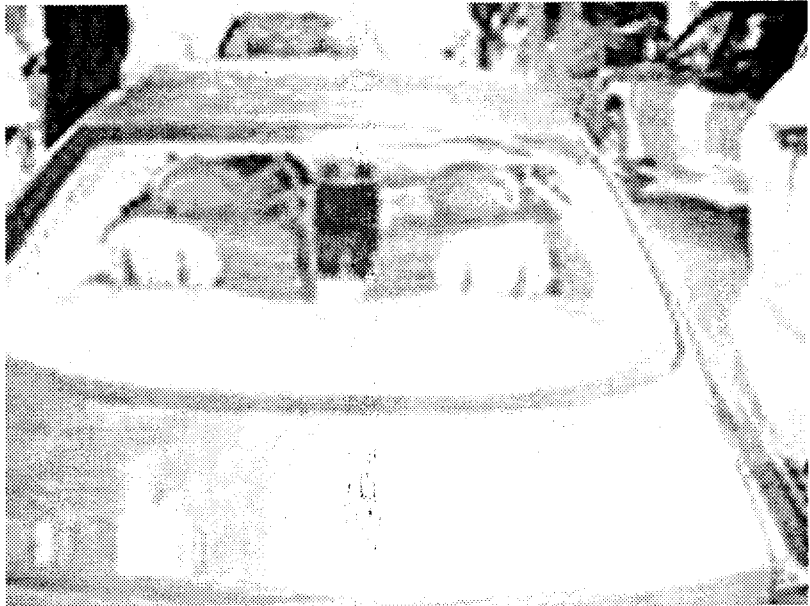


Le serpent à sept têtes

La Mauritanie vit désormais au rythme des péripéties du putsch manqué du 8 juin 2003. La découverte de caches d'armes à Nouakchott et l'interpellation du capitaine Abderrehmane Ould Mini et de plusieurs autres civils et militaires plongent le pays dans l'incertitude et la peur. L'attentat contre le domicile du directeur de la sûreté de l'Etat et les rumeurs sur la santé de Ould Mini viennent compléter le tableau sombre d'une situation politique de plus en plus préoccupante.



L'une des voitures touchée par les tirs devant le domicile de Deddahi

Dans la soirée du samedi à dimanche, le domicile du directeur de la sûreté de l'Etat, Deddahi Ould Abdallahi a été la cible d'une attaque par arme à feu. Quatre hommes à bord d'une voiture de type Mercedes (ancien modèle) ont tiré neuf balles sur la façade de la maison, selon la police. Ils n'ont pas fait de victimes humaines, seulement des dégâts matériels (les pare-brise arrière de deux véhicules qui étaient garés à l'entrée de la maison ont été brisés). Le lendemain, la gendarmerie, chargée de l'enquête, a procédé à l'interpellation de plusieurs dizaines de taxis avant de pouvoir identifier la voiture à bord de laquelle a été perpétré l'attentat. C'est un véhicule taxi dont le chauffeur aurait été contraint, sous la menace d'armes, de l'abandonner à des passagers pas très ordinaires. Jusqu'à présent l'enquête n'est pas parvenue à identifier les auteurs des coups de feu. Le chauffeur a déclaré qu'il a embarqué un premier passager à la Moughataa de Sebkhia et que ce dernier l'a emmené dans l'un des quartiers de Tévragh-Zeina où il a pris avec lui d'autres passagers qui, juste après leur montée à bord de la voiture, lui ont intimé l'ordre de se barrer.

Les auteurs de l'attentat semblaient

si pressés qu'ils ne s'étaient presque pas arrêtés pour commettre leur acte. Leur intention n'était peut-être pas de tuer, mais plutôt d'intimider les fonctionnaires "zélés" dans la défense du régime et, surtout, leur faire peur. A ce propos le choix du directeur de la sûreté de l'Etat n'est pas fortuit. L'homme, à la tête de la sûreté de l'Etat depuis 22 ans, est présenté, à tort ou à raison, comme l'un des plus grands dignitaires du régime. Sa fonction et sa parenté avec le président font de lui une cible tout indiquée. Mais au-delà du symbole, l'attentat contre le domicile de Deddahi sonne comme l'inauguration de l'ère de la violence politique. En effet depuis 43 ans, la Mauritanie n'a jamais connu d'attentat. Le dernier attentat politique remonte à 1996. A l'époque, Abdellahi Ould Oubeïd, natif d'Atar et farouchement opposé à l'intégration au Maroc, a été abattu dans l'une des rues de la capitale. Son assassin n'a jamais été retrouvé. Depuis lors le pays n'a jamais plus connu d'assassinat politique.

L'attaque contre le domicile du directeur de la sûreté de l'Etat intervient à un moment où le pouvoir vient de découvrir l'embryon d'un mouvement armé, carrément décidé à utiliser toutes les armes contre le pouvoir. Un

climat de peur et de suspicion règne dans le pays. Le pouvoir a opéré plusieurs arrestations dans les milieux civils et militaires et la traque des "criminels" continuent.

Une nébuleuse dans l'ombre

Depuis l'interpellation du capitaine, le pouvoir est, semble-il, arrivé à la conclusion qu'un mouvement armé s'était déjà formé et qu'il était sur le point de passer à l'action. Un vaste coup de filet a été opéré au niveau de l'armée et chez les civils. Au sein de l'armée, les arrestations se font de manière très discrète. Et étant donné que tous les militaires sont consignés à leur poste et lieu de travail, il est difficile de savoir qui a été arrêté. Les rares informations qui nous parviennent de la grande muette font état de l'interpellation de plus d'une dizaine d'officiers, dont au moins deux colonels: le directeur de l'artillerie et le chef de l'unité militaire à Boulenouar. Cinq sous-officiers de la gendarmerie ont, eux aussi, été arrêtés. Les militaires interpellés appartiennent dans leur grande majorité aux ensembles tribaux dont sont issus les dirigeants

Suite en page 3

Le serpent à sept têtes

Suite de Une

du putsch manqué du 8 juin 2003.

Contrairement aux militaires, les civils cités dans cette nouvelle affaire du putsch proviennent de tous les ensembles tribaux connus, mais ils appartiennent presque tous à une seule mouvance politique. Ils seraient une bonne quinzaine de personnes civiles déjà entre les mains de la police qui les accuse d'avoir entièrement intégré les thèses et les projets des putschistes. Certains d'entre eux auraient même suivi un entraînement militaire chez les rebelles ivoiriens. D'autres étaient restés à l'intérieur du pays ou étaient revenus pour accueillir ou préparer l'entrée des insurgés.

Parmi les hommes arrêtés on peut citer les cinq personnes nommées dans la déclaration du ministre de l'intérieur, distribuée à la presse le 28 septembre dernier. On connaît maintenant un peu plus sur leur identité. Mohamed Ould Sidi Mohamed, l'homme qui a été arrêté en même temps que Abderrehmane Ould Mini, est un ancien flic aux Emirats. C'était l'un des rares mauritaniens ayant gagné la confiance des Emirats à tel point qu'ils l'ont fait travailler dans leurs renseignements généraux. Après avoir quitté les Emirats, il s'est installé quelque temps en Allemagne avant de revenir au pays. Il affichait une bonne santé financière. Les voitures utilisées par le groupe, soit pour transporter les recrues aux camps, soit pour les ramener au pays, lui appartenaient. On ne lui reconnaît par contre pas d'appartenance politique.

Moulaye Ould Brahim, lui aussi arrêté dans la même période mais pas dans le même lieu, est un militant islamiste. Natif des environs de Mâgtaa Lahjar, cet ancien instituteur reconverti dans les affaires occupait un poste important dans la direction de la campagne du candidat Ould Haïdalla (il était le coordinateur des directions régionales de la campagne). C'est lui qui aurait réceptionné la première cargaison d'armes. C'est lui aussi qui aurait loué la maison qui a servi de lieu de stockage des armes. Rencontrés par le Calame, des habitants de Toujounine ont confirmé que Moulaye Ould Brahim était venu au quartier il y a quelques mois à la recherche d'une maison à louer. Cette maison était, jusqu'à la descente de la police, habitée par un couple: une femme entièrement voilée et un homme barbu. La police a arrêté deux hommes et une femme dans ce domicile. Notons que le frère de Ould Brahim a été lui aussi interpellé.

Mohamed El Moustapha Ould Sidi Mohamed et Hamoudi Ould Essiyam appartiennent eux aussi, à la mouvance islamiste. Le premier était le responsable de la campagne de Haïdalla à Barkéol. Le second dirigeait la campagne du même candidat à Kiffa.

Autres arrestations dans le milieu des civils: El Hacem Ould Amar Jowda. Cet

ingénieur informaticien a été interpellé dimanche à son lieu de travail à la BAMIS. Natif d'Aioum, il est accusé par la police d'être chargé par Saleh Ould Hannena de recruter dans le milieu des jeunes. Une journée après, ce fut le tour de Sidi Aly Ould Mohamed, un fonctionnaire à la Mauritel, natif de la même ville, d'être arrêté lui aussi dans le cadre de l'enquête sur le putsch. Il est le frère de l'un des militaires arrêtés le 8 juin 2003. Plusieurs autres personnes ont été arrêtées ces derniers jours. Parmi elles Khattri Ould Bahah et son frère Moustafa. Originaires de la ville de Kiffa, ces deux commerçants sont propriétaires de la boutique dans laquelle la police a découvert une partie du matériel de transmission qui aurait été envoyé par les putschistes.

Toujours dans le registre des découvertes, on annonce celle, récente, d'un matériel de navigation (GPS) enfoui dans les jardins maraîchers de Sebkhia. Certains points de la capitale, dont une chambre à la caisse nationale de sécurité sociale -CNSS, un domicile à Dar Naïm et des boutiques à Arafatt étaient enregistrés sur l'appareil.

Enfin, dans le cadre des interpellations, il y a celle d'un militaire dentiste irakien qui possède des papiers civils maliens. Arrêté il y a trois semaines à Fassala (Hodh Charghi), Omar Idriss a été élargi avant d'être repris de nouveau

par la police et transféré à Nouakchott.

Toutes ces arrestations sont-elles suffisantes pour assurer l'ordre, la tranquillité et la paix civile? Rien n'est moins sûr. Le pouvoir semble, en effet, faire de cette question un problème uniquement sécuritaire. Certes, les putschistes du 8 juin 2003 auraient bénéficié de soutiens extérieurs, mais cela n'explique pas la réussite qu'ils enregistrent depuis leur fuite du pays. Au départ, ils n'étaient que quelques individus en cavale. A la lumière des complications dont ils bénéficieraient au sein de l'armée et au sein de certains groupes, il est vrai marginaux, on a l'impression que leur entreprise rencontre un certain succès, que leur mouvement s'élargit et qu'ils risquent sérieusement de bouleverser la donne et de mettre en cause certaines certitudes du régime. La meilleure manière de combattre leurs thèses n'est évidemment pas de s'engager dans la même logique de violence. La solution du problème est ailleurs. Notre pays est au bord d'un chaos provoqué par une crise politique que le régime refuse de reconnaître et de traiter, et que l'opposition, aveuglée par la conquête du pouvoir, cherche à aggraver par ses errements et ses analyses erronés.

MOUSSA OULD HAMED